

Plus de 150 personnalités du monde humanitaire, des affaires et de la politique exigent la libération des prisonniers Arméniens détenus par Baku

Lauréats du prix Nobel, chefs d'entreprises, anciens chefs d'État et célébrités s'unissent pour réclamer la libération inconditionnelle des Arméniens détenus illégalement en Azerbaïdjan

Le refus de libérer les prisonniers les plus éminents témoigne des représailles politiques de Bakou tandis que des appels à des sanctions contre le régime d'Ilham Aliyev se multiplient au Congrès américain et au Parlement européen

Dans une lettre signée par les anciens présidents Mary Robinson et Ernesto Zedillo, les prix Nobel Leymah Gbowee et Oscar Arias, le président du conseil d'administration de la Fondation Elie Wiesel pour l'humanité, Elisha Wiesel, les entrepreneurs Richard Branson et Marc Benioff, l'éditrice Ariana Huffington et d'autres personnalités internationalement reconnues, soulignent leurs préoccupations concernant la détention des dirigeants du Haut-Karabakh et du philanthrope arménien Ruben Vardanyan.

12 DÉCEMBRE 2023 - Des lauréats du prix Nobel, des chefs d'entreprise, d'anciens chefs d'État et humanitaires figurent parmi la centaine de personnalités internationales qui ont signé la lettre appelant à la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers illégalement détenus par Bakou à la suite de l'invasion et de la prise de contrôle de la région du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan en septembre dernier, parmi lesquels figurent huit prisonniers politiques arméniens, anciens dirigeants du gouvernement du Haut-Karabakh. Plus d'une douzaine d'autres prisonniers de guerre arrêtés pendant le conflit sont également toujours en détention.

Cet appel collectif fait écho aux préoccupations croissantes concernant les conditions et le traitement de ces prisonniers, dont fait partie Ruben Vardanyan, homme d'affaires et philanthrope arménien de premier plan. Leur arrestation fait suite à une campagne de nettoyage ethnique menée par les forces azerbaïdjanaises. Si la libération, le 7 décembre 2023, de 32 prisonniers de guerre arméniens est une première étape, tous les autres doivent également être libérés. Le fait que Bakou n'ait pas libéré les 8 prisonniers politiques restants soulève de profondes inquiétudes quant aux motifs du régime d'Ilham Aliyev pour leur maintien en détention.

« Les violations des droits de l'homme constatées à la suite du conflit du Haut-Karabakh exigent une attention et une action urgentes », a déclaré Noubar Afeyan, l'un des signataires et cofondateur de l'initiative humanitaire Aurora. « Le président Ilham Aliyev choisit la rétribution politique plutôt que la justice. Nous croyons à la dignité et aux droits inhérents de chaque individu et appelons la communauté internationale à se joindre à nous pour condamner cette injustice ».

Noubar Afeyan collabore depuis longtemps sur des projets humanitaires et de développement économique régionaux et mondiaux avec Ruben Vardanyan, un symbole de la lutte pour la liberté politique et la dignité humaine dans la région. Son emprisonnement

injustifié pousse parmi les voix les plus respectées au monde à défendre sa cause et celle des autres prisonniers injustement détenus.

« Nous appelons le président Ilham Aliyev à remplir ses obligations en matière de règles et de droit internationaux, en veillant à ce que les personnes injustement emprisonnées puissent retourner en toute sécurité auprès de leurs familles », a déclaré Paul Polman, vice-président du Pacte mondial des Nations unies et ancien PDG d'Unilever. « Tous les habitants du Haut-Karabakh ont le droit de vivre dans la paix et la sécurité, et de disposer de la liberté de se déplacer sans entraves ni restrictions ou avec le spectre menaçant d'un traitement inhumain. Compte tenu de la candidature de l'Azerbaïdjan pour accueillir la COP 29 en 2024, j'espère sincèrement que les Nations unies ne donneront leur accord que si Bakou libère tous ces prisonniers. ».

M. Polman est l'un des signataires de la lettre, aux côtés d'anciens chefs d'État tels qu'Ernesto Zedillo, ancien président du Mexique, Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande, Oscar Arias, ancien président du Costa Rica et lauréat du prix Nobel de la paix, et Elisha Wiesel, président du conseil d'administration de la Fondation Elie Wiesel pour l'humanité. Elisha Wiesel est aussi le cofondateur de l'initiative humanitaire Aurora et le fils d'Elie Wiesel, ancien coprésident du prix Aurora pour l'éveil de l'humanité. D'autres signataires éminents sont issus d'un large éventail de secteurs, notamment Richard Branson, PDG de Virgin, Marc Benioff, PDG de Salesforce, Ariana Huffington, fondatrice de Thrive et du Huffington Post, et Serj Tankian, musicien de renom et chanteur de System of a Down.

« La détention injuste de Ruben Vardanyan et de tant d'autres personnes à Bakou viole leurs droits fondamentaux », a déclaré Mary Robinson, ancienne haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. « Pour que le gouvernement d'Azerbaïdjan soit respecté par la communauté internationale, il est essentiel qu'il respecte l'État de droit, en particulier à la lumière du nettoyage ethnique du Haut-Karabakh. Il doit libérer ces détenus immédiatement ».

Leur appel unifié rappelle avec force que les dirigeants politiques du monde entier suivent de près l'évolution de la situation en Azerbaïdjan et appellent à la libération des détenus. Comme l'affirme la lettre publiée aujourd'hui, la détention de prisonniers arméniens constitue une violation flagrante des normes internationales, notamment de la troisième convention de Genève.

Ces dernières semaines, les membres du Parlement européen et du Conseil européen ont cherché à obtenir un accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et la libération de tous les prisonniers illégalement détenus dans le cadre du conflit au Haut-Karabakh. En octobre, le Parlement européen a adopté une résolution appelant l'Azerbaïdjan à libérer tous les habitants du Haut-Karabakh arrêtés depuis le 19 septembre, y compris les anciens fonctionnaires de la région, et à s'engager à leur accorder une large amnistie. Le Parlement européen a également demandé des sanctions contre les membres du gouvernement azerbaïdjanais responsables des multiples violations du cessez-le-feu et des droits de l'homme dans le Haut-Karabakh, ainsi que des enquêtes sur les abus commis par les forces azerbaïdjanaises qui pourraient constituer des crimes de guerre.

De même, le député américain Adam Schiff a présenté une résolution appelant l'Azerbaïdjan à libérer immédiatement tous les prisonniers de guerre et les civils actuellement détenus dans le cadre de l'attaque menée depuis des années contre le Haut-Karabakh, également connu sous le nom d'Artsakh. La résolution demande également au président Joe Biden d'imposer des sanctions, en vertu de la loi Magnitsky sur la responsabilité en matière de droits de l'homme, aux fonctionnaires du gouvernement azerbaïdjanais responsables de la détention illégale, de la torture et de l'exécution extrajudiciaire de prisonniers de guerre arméniens, de détenus civils, d'otages, de prisonniers politiques et d'autres personnes détenues.

La liste complète des signataires et une copie de la lettre sont disponibles à l'adresse suivante : www.FreeArmenianPrisoners.com

Pour toute question sur la lettre ou la manière de soutenir cet effort, ou pour demander une interview, veuillez contacter :

contact@freearmenianprisoners.com

CONTACTS :

Nia Jackson

Edelman Global Advisory

[+1 202 983 0478](tel:+12029830478)

nia.jackson@edelmanega.com

Anahit Akopian

H/Advisors

[+33 7 87 38 79 80](tel:+33787387980)

anahit.akopian@havas.com

Free Armenian Prisoners

contact@freearmenianprisoners.com

www.FreeArmenianPrisoners.com

#FreeArmenianPrisoners @RubenVardanyan